

26.06.2020 - 19:30 Uhr

## Malgré la crise du coronavirus, les Suisses souhaitent des relations bien réglées avec l'UE

Bâle (ots) -

La crise du coronavirus n'a pas substantiellement modifié l'avis de la population sur la politique européenne. C'est le constat d'une enquête publiée ce jour. L'étude représentative a été réalisée par l'institut de recherche gfs.bern sur mandat d'Interpharma. De même, le débat public sur l'initiative contre les bilatérales, marqué par la pandémie, n'a pas suscité jusqu'à présent de dynamique notable en sa faveur. On n'observe pas de large soutien de l'électorat à l'initiative. L'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE continue à rassembler une majorité stable.

Les résultats publiés ce jour livrent une première image de la position de l'électorat suisse vis-à-vis de la politique européenne suite au déclenchement de la crise du coronavirus. Au sujet des accords bilatéraux, les avis sont de plus en plus ambivalents: 49% des personnes interrogées estiment que les accords bilatéraux sont avantageux pour la Suisse, 28% y voient des avantages et des inconvénients et 18% pensent qu'ils présentent surtout des inconvénients. Les avantages sont un peu moins nettement mis en avant qu'il y a un an. On peut en déduire que les électrices et électeurs suisses ont tendance à juger de manière critique la gestion de la crise par l'UE, mais l'appréciation favorable des accords bilatéraux continue à prévaloir et la crise du coronavirus n'a pas fondamentalement renversé l'opinion publique.

Pas d'élan en faveur de l'initiative contre les bilatérales

La discussion sur le coronavirus a certes une influence sur les intentions de vote actuelles de la population, mais la voie bilatérale ne doit en aucun cas être mise en danger et toute expérience portant atteinte à l'économie est nettement rejetée. Au printemps 2019, 33% des électrices et électeurs avaient l'intention de se prononcer en faveur de l'initiative, un peu plus d'un an plus tard, ils ne sont plus que 29%. Inversement, 69% rejettent aujourd'hui l'initiative, soit une hausse de 5% par rapport à 2019. Pour ce qui est des arguments contre l'initiative, la peur qu'elle porte atteinte à l'économie est au premier plan. Pour environ deux tiers des personnes interrogées, il serait irresponsable de mettre en danger l'accès à notre principal marché. Par ailleurs, elles craignent que l'initiative accentue le manque de personnel spécialisé.

L'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE recueille une majorité stable

L'accord institutionnel continue à rassembler une majorité stable: près de deux tiers des électrices et électeurs l'approuveraient dans les urnes. Assurer l'ouverture des marchés pour les exportations et des relations bien réglées pour l'économie suisse sont considérés à cet égard comme cruciaux par les sondés. Interpharma se félicite de ces résultats. "L'enquête montre que la population suisse souhaite des relations stables avec notre principal partenaire économique. Particulièrement en cette période incertaine, notre économie orientée vers l'exportation a besoin de sécurité de planification et de stabilité juridique", souligne René Buholzer, directeur d'Interpharma.

L'industrie pharmaceutique a besoin de relations stables entre la Suisse et l'UE

En sa qualité de représentante de la principale industrie exportatrice de Suisse, Interpharma soutient le Conseil fédéral dans ses efforts visant à sauvegarder la voie bilatérale. On le sait, environ 40% des exportations suisses sont issues du secteur pharmaceutique, dont près la moitié va vers l'UE. Pour l'industrie pharmaceutique, ce sont en particulier les accords sur les obstacles techniques au commerce et sur la libre circulation des personnes qui sont décisifs. L'initiative contre les bilatérales porterait gravement atteinte à ces conditions cadres essentielles pour la place pharmaceutique suisse.

La crise du coronavirus a clairement mis à jour que des frontières ouvertes sont décisives pour assurer la production. La fourniture de matières premières, de préproduits et de produits semi-finis, ainsi que l'accès du personnel frontalier aux sites de production doivent être assurés, y compris en période de crise. Des relations bien réglées avec notre principal partenaire commercial représentent à cet égard une condition essentielle.

Pour assurer la voie bilatérale et sauvegarder l'accès au marché de l'UE, il est primordial que les électrices et électeurs rejettent l'initiative contre les bilatérales le 27 septembre.

Principaux résultats en bref

- 49% des personnes interrogées estiment que les accords bilatéraux sont avantageux pour la Suisse, 28% y voient à la fois des avantages et des inconvénients et 18% pensent qu'ils présentent surtout des inconvénients. La crise du coronavirus n'a pas fondamentalement renversé l'opinion à l'égard des relations entre la Suisse et l'UE.

- 69% des personnes interrogées rejettent l'initiative contre les bilatérales, 29% l'approuvent. -64% approuveraient l'accord institutionnel dans les urnes. Du point de vue des électrices et électeurs, assurer l'accès au marché d'exportation est la priorité essentielle. 31% rejettent l'accord institutionnel.

Depuis 2015, Interpharma, l'Association des entreprises pharmaceutiques suisses pratiquant la recherche, mandate l'institut de recherche gfs.bern pour la réalisation d'un sondage d'opinion sur les relations entre la Suisse et l'UE. Cette année, des questions complémentaires visaient à déterminer si les opinions de la population vis-à-vis des accords bilatéraux avaient été modifiées par la situation actuelle.

Contact:

Cécile Rivière, responsable Suisse romande, Interpharma, Association des entreprises pharmaceutiques suisses pratiquant la recherche, tél. 079 800 25 91.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002276/100850635> abgerufen werden.